

Le Canada s'est engagé à contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre économique destiné à réduire l'écart entre la richesse des uns, peu nombreux, et la pauvreté des autres, très nombreux. Nous avons voulu participer à la CCEI et nous en avons accepté la co-présidence parce que nous croyons que cette conférence allait donner un élan vital au dialogue engagé entre le nord et le sud. En même temps, nous voyions là une première occasion de nous attaquer à des problèmes énergétiques d'une importance croissante pour tous les pays.

Nous avons l'obligation à cette réunion ministérielle d'apporter une contribution importante à l'établissement d'un meilleur ordre économique. Je suis convaincu que nous le pouvons. J'aperçois déjà dans les travaux de la CCEI quatre jalons qui méritent d'être signalés et, à l'intérieur de chacun d'eux, des progrès importants dans bien des domaines. Ces quatre jalons sont:

- Un nouvel accent sur l'aide publique au développement;
- Une nouvelle conscience du degré d'intégration des pays en voie de développement dans le système économique international;
- Un regain de volonté pour l'étude de nouvelles solutions;
- Une compréhension majeure au niveau international des questions énergétiques.

A propos du premier jalon, la CCEI a déjà souligné l'importance primordiale de l'aide publique au développement pour le progrès économique des pays en voie de développement. Ces derniers temps, l'attention a porté surtout sur l'accès, sur la technologie, sur le transport des marchandises et sur une multitude d'autres sujets, et a pu ainsi donner à penser que le commerce, et non l'aide, était la clé du succès des efforts du développement. Sans vouloir en aucune manière nier l'importance des aspects qui ne sont pas de l'aide proprement dite, je pense que la CCEI aura servi à rappeler à la communauté internationale qu'il lui faudra de toute urgence, et pendant plusieurs décennies à venir, opérer des transferts de ressources de plus en plus massifs.